

Colloque international
Sciences Po (Campus de Paris) — 16-17 octobre 2025

La démocratie industrielle.
Penser et pratiquer une modernité alternative
(milieu du XIX^e siècle – milieu du XX^e siècle).

Appel à communication
(English version below)

Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, les mouvements ouvriers européens associent la contestation de l'ordre industriel et capitaliste à la critique politique d'une démocratie imparfaite. Plus précisément, le socialisme considère que la promesse fondamentale de la modernité politique, celle de l'autonomie, n'est qu'une coquille vide si elle n'est pas articulée à la réalité des rapports sociaux et productifs, lesquels déterminent en dernière instance les capacités politiques des classes sociales. Or, de cette critique naît le concept de la « démocratie industrielle », c'est-à-dire l'horizon dans lequel se réalisera pleinement l'égalité formelle et réelle (ou politique et économique), et dans laquelle s'épanouira pleinement la liberté politique, désormais garantie par la socialisation de la production matérielle (Charbonnier : 2019). Cet horizon justifie une vision du progrès fondée sur l'organisation concrète du travail, dont les transformations et leurs effets sociaux doivent saper les fondements mêmes du capitalisme au nom d'une modernité alternative et émancipatrice. Faire l'histoire de la « démocratie industrielle », telle que la pensent et la pratiquent les mouvements ouvriers, revient dès lors à interroger l'articulation entre productivisme et progrès social, et d'envisager les possibles d'une modernité réflexive.

Pour ceux qui se l'approprient, le concept de la « démocratie industrielle » recouvre à la fois l'introduction de la démocratie dans l'usine, mais aussi l'irruption du monde industriel et de ses rapports sociaux au Parlement. Par ce projet le politique absorbe l'économique pour renouveler la modernité démocratique et l'économique absorbe le politique dans une nouvelle organisation des producteurs. Ainsi, formulée pour la première fois autour de 1848 par Pierre-Joseph Proudhon et Charles Laboulaye (Hayat : 2011), l'expression circule ensuite chez Jean Jaurès, mais également en Grande-Bretagne chez Beatrice Potter et Sydney Webb (où elle rencontre les aspirations anciennes du *Guild Socialism* et celles plus récentes de la *Fabian Society*), ou encore aux États-Unis chez le philosophe John Dewey, lui-même influencé par l'économiste et historien britannique de tradition fabienne, G. D. H. Cole (Renault : 2020). En outre, elle devient chez les socialistes le lieu d'une réflexion sur l'État et ses transformations futures ; d'une critique du capitalisme qui doit être amendé, voire bouleversé. Dans le monde syndical, un semblable idéal démocratique traverse les organisations réformistes et révolutionnaires des années 1890-1910, lorsqu'elles réclament le droit à la représentation ouvrière dans l'entreprise et le contrôle ouvrier de la production (Le Crom : 2003). La Grande Guerre inaugure d'ailleurs, en France comme en Grande-Bretagne, des formes originales de concertation productive et de « *worker's control* » sous l'égide de l'État (Sirianni : 1980). Enfin, dans le monde ouvrier, l'associationnisme du premier XIX^e siècle (Christen, Fayolle, Hayat : 2021), et plus tard le mouvement coopérativiste aussi bien en Europe occidentale et en Amérique du Nord (Dreyfus : 2017 ; Blin, Jarrige, Gacon, Vigna : 2020) qu'en Russie (Safronova : 2023), sont également parmi les voies qu'emprunte cet idéal avant 1914.

Après-guerre, le moment conseilliste en Europe centrale et orientale (Allemagne, Hongrie) et les occupations d'usine en Italie constituent un temps fort de la mise à l'essai

révolutionnaire de l'idéal de démocratie industrielle. Sa formulation elle-même se voit renouvelée par l'expérience soviétique (décret sur le contrôle ouvrier du 14 novembre 1917) et par les productions théoriques de penseurs comme Karl Korsch (Korsch : 1968) et Antonio Gramsci (Schechter : 1991). Mais après 1920, ce moment est suivi d'une phase de déclin des expériences démocratiques au travail ou, à tout le moins, d'une réorientation des réflexions comme en témoigne le glissement conceptuel de la démocratie industrielle vers la démocratie économique (Müller-Jentsch : 2008). Ainsi, dans les sphères réformatrices, alors même que la démocratie industrielle était initialement associée à l'économie sociale et à la décentralisation, on voit progressivement ses instigateurs s'orienter vers le planisme ou le dirigisme, et même vers le corporatisme. Un cas révélateur de ce glissement est l'itinéraire du militant cégétiste Hyacinthe Dubreuil, auteur en 1924 de *La République industrielle*, spécialiste de la réorganisation des entreprises au sein du Bureau International du Travail de 1931 à 1938, puis auteur d'un projet de « Chevalerie du travail » sous le gouvernement de Vichy (Le Van-Lemesle : 2004).

En 1953, le célèbre sociologue Georges Gurvitch écrivait dans un article de la revue *Esprit* consacré à la démocratie industrielle : « Toutes les expériences de la démocratie industrielle jusqu'à présent faites se sont soldées par des échecs cuisants et des défaites lamentables. » (Gurvitch : 1953, p. 965). Paradoxalement, cette critique était formulée au début d'une ère qui allait voir, en Europe occidentale comme ailleurs (Yougoslavie, Israël, Australie, etc.), la reconnaissance, la légitimation et la multiplication des formes de concertation et de cogestion dans le cadre productif. En effet, les crises sociales des années 1960-1970 allaient inciter syndicats, entrepreneurs et gouvernements à favoriser la démocratisation des relations salariales, comme façon de dépasser les limites inhérentes au modèle de production fordiste. Dans les années 1970-1980, ces expériences ont donc immédiatement attiré l'attention de la sociologie, conduisant à la production d'une littérature abondante. Aujourd'hui, c'est la discipline historique qui s'empare de cette séquence extrêmement riche, comme le montre par exemple le récent colloque international tenu à l'Université d'Évry en septembre 2023¹. Enfin, dans le sillage des réflexions de Bruno Trentin ou d'André Gorz, la démocratie industrielle apparaît même comme une des voies permettant de répondre à la crise du travail qui traverse les sociétés postfordistes (Trentin : 2012).

Or, au regard de ce fort investissement des sciences humaines et sociales dans l'histoire de la démocratie industrielle au second XX^e siècle, la période qui précède – celle, précisément, dont parle Gurvitch – apparaît finalement comme étant la moins bien connue, autant du point de vue des expériences concrètes que de son histoire politique et sociale ou de sa circulation transnationale. L'objectif de ce colloque est donc de revenir sur cette première et longue séquence de l'histoire de la démocratie industrielle, et de l'envisager dans son contexte global en déployant la réflexion en Europe, en Amérique du Nord, en Union soviétique, et dans les parties du monde où une vision du progrès industriel est articulée à une représentation de la modernité démocratique. Aussi, afin de ne pas s'en tenir à la seule histoire des idées politiques et économiques, le colloque encouragera tout particulièrement l'exploration de méthodologies et de thématiques aux prises avec les renouvellements récents de l'historiographie, permettant par ailleurs d'interroger la place et l'intérêt de la démocratie industrielle dans nos sociétés contemporaines. Ainsi, les propositions de communication pourront s'inscrire dans l'un des axes suivants, sans que cette liste ne soit limitative ni exhaustive.

¹ «The circulation of ideas and practices regarding workplace democracy in Europe and beyond from WWII to the present». International conference, Université d'Évry Paris-Saclay, 28-29 septembre 2023. Comité d'organisation : Sophia Friedel, Aurélie Andry, Frank Georgi, Stefan Berger.

Une histoire transnationale du concept de « démocratie industrielle ». À partir de quels réseaux politiques et intellectuels, de quels auteurs l'idée est-elle formalisée ? Comment est-elle traduite d'une langue à l'autre, et par quels supports (correspondances, journaux et revues, rencontres...) ? Quels écarts d'interprétation existe-t-il ?

La « démocratie industrielle » dans l'internationalisation du travail. Quel rôle jouent les organisations internationales après la Première Guerre mondiale dans la normalisation de la « démocratie industrielle », et devient-elle un horizon démocratique à atteindre ? Cette formalisation participe-t-elle à définir des instruments de mesure et de contrôle, un savoir sur les implications politiques du travail ? A des échelles plus fines, comme et par qui ce savoir est-il formalisé (organisations professionnelles, relais institutionnels, associations...) ?

La démocratie industrielle saisie par les pratiques. Après la Première Guerre mondiale, la « démocratie industrielle » est-elle expérimentée autrement que dans le Workers' Control britannique, déjà bien connu ? En quoi l'horizon de la « démocratie industrielle » entretient-il une lecture productiviste de la modernité économique et politique, et quelle place est laissée à la consommation ou aux consommateurs ?

La démocratie industrielle, critique du capitalisme et de l'Etat. Dans quelle mesure et de quelle façon la notion de « démocratie industrielle » renouvelle-t-elle les approches, voire les critiques de la démocratie représentative d'une part, et du capitalisme de l'autre ? Aboutit-elle à redéfinir le contenu politique et social de la citoyenneté ? Conduit-elle à repenser le rôle de l'Etat ?

La « démocratie industrielle » contre la propriété. Dans quelle mesure la démocratie industrielle s'accompagne-t-elle d'une critique de la propriété ? La mise en commun de la production s'articule-t-elle à une réflexion sur les « choses communes » (chemins de fer, mines, terres agricoles, etc.) ? Quels effets concrets en découlent (par exemple : l'implication des coopératives sur le plan juridique) ?

Démocratie industrielle et contrôle des risques au travail. Quel rôle joue la représentation et la consultation des travailleurs en matière de contrôle des accidents, des maladies professionnelles ou des débordements industriels ? La démocratie industrielle est-elle productrice de formes de régulation alternatives à celles de la technologie ou du contrôle administratif ? Dans quelle mesure préfigure-t-elle les enjeux de démocratie technique à l'ère écologique ?

Calendrier et modalités de soumission :

Ce colloque international se déroulera les 16-17 octobre 2025, à Sciences Po Paris.

Les langues du colloque seront le français et l'anglais. Les propositions de jeunes chercheur.e.s en histoire mais également des autres sciences humaines et sociales sont particulièrement bienvenues.

Les propositions de communication (titre, résumé de 2000 signes, court CV) sont à envoyer à Emmanuel Jousse (emmanuel.jousse@sciencespo-lyon.fr.com) et Bastien Cabot (bastien.cabot@sciencespo.fr) avant le 1^{er} mars 2025. Une réponse sera donnée avant le 1^{er} avril 2025.

Il est d'ores et déjà à noter que les communications pourront, sous réserve de modifications, faire l'objet d'une publication dans un numéro double des *Cahiers Jaurès* en juin 2026. Les versions remaniées seront à fournir avant le 1^{er} mars 2026.

Structure d'accueil



Fondé en 1984, le Centre d'histoire de Sciences Po est l'entité qui rassemble l'ensemble de l'histoire à Sciences Po, pour la recherche, l'enseignement et les études doctorales. Le CHSP s'occupe principalement, au sens large du terme, d'histoire politique dans une perspective à la fois transnationale et comparative.

Partenaires



Reconnue d'utilité publique dès sa création en 1992, la Fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par Jean-Marc Ayrault. Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation. Les partenariats qu'elle engage répondent à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, de les replacer en perspective historique, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.



La Société française d'histoire politique propose de promouvoir et développer les recherches qui s'effectuent dans la spécialité du « politique », à toutes les époques et dans tous les territoires.

Organisateurs :

Emmanuel JOUSSE (Maître de conférences, Sciences Po Lyon / LARHRA)

Bastien CABOT (Post-doctorant, Sciences Po Paris / Centre d'histoire de Sciences Po)

**International Conference
Sciences Po Paris — October 16-17 2025**

**Industrial Democracy.
Conceptualising and Experiencing an alternative modernity
(mid-19th century-mid-20th century).**

Call for papers

At the turn of 19th and 20th centuries, European working-class movements combined their contesting industrial and capitalist order to a radical political critic towards democracy's limits. Specifically, socialism asserted that its essential ambition of political modernity, tending to autonomy, was nothing but an illusion if disconnected from the tangible social and productive relationships that determined the political capacity of social classes in last instance. This denunciation fuelled the concept of industrial democracy, understood as an ideal according to which formal as well as real political and economic equality would be achieved, and political freedom would be guaranteed by the very socialisation of material production (Charbonnier: 2019). Such an ideal implies a definition of progress based on a concrete organisation of labour, that would ultimately subvert the very foundations of capitalism by the transformations and social consequences it would generate for the sake of an alternative and emancipatory modernity. Considering the history of “industrial democracy”, as thought and experienced by working-class movements, comes down to questioning connection between productivism and social progress, and prompts to think the possibilities of a reflexive modernity.

For those who issued and used it the concept “industrial democracy” implied bringing in democracy in the working place as well as breaking in the industrial world and social relationships in the heart of representative assemblies. In a nutshell, this ambition was tantamount to the absorption of economy by politics in order to rejuvenate democratic modernity, and conversely the absorption of politics by economy in a new organisation of producers. Issued at first around 1848 by Pierre-Joseph Proudhon and Charles Laboulaye (Samuel Hayat: 2011), the expression was used by Jean Jaurès in France, in Britain by Beatrice Potter and Sydney Webb who linked older aspiration of Guild Socialism and recent ambitions of the Fabian Society together, in the United States by John Dewey under the influence of the Fabian economist and historian G.D.H. Cole (Renault: 2020). Besides, the concept was shaped by socialists as a keystone for a coherent thought on State and its forthcoming changes, as a starting point for a radical rejection of capitalism, that would be amended or abolished. Such a democratic ideal also spread among reformist and revolutionary trade-union organisations in the 1890s and 1910, as they claimed the right for labour representation in corporations as well as working-class control on production (Le Crom: 2003). In France as in the United Kingdom, the First World War gave rise to genuine forms of consultation for production, of “worker's control” under the supervision of State (Sirianni: 1980). Finally, associationism rising among labourers during the first half of 19th century (Christen, Fayolle, Hayat: 2021), as well as cooperative movements in Western Europe and Northern America (Dreyfus: 2017; Blin, Jarrige, Gacon, Vigna: 2020) or in Russia (Safronova: 2023), embodied different paths of this ideal before 1914.

After the First World War, council communism in Central and Eastern Europe (Germany, Hungary) and factory occupations in Italy were crucial in experiencing the ideal of industrial democracy in a revolutionary context. Its very formulation was carried on with the

Soviet experience (as stated by the decree on workers' control of November 14th, 1917), and clarified by theoretical productions of Karl Korsch (Korsch: 1968) and Antonio Gramsci (Schechter: 1991). But after 1920, this juncture was followed by a decline of democratic experiences at work or, to say the less, a rethinking as shown by the conceptual shift from "industrial democracy" toward "economic democracy" (Müller-Jentsch: 2008). Thus, whereas industrial democracy was initially connected to social economy and decentralisation, its defenders oriented it towards "planisme" and interventionism, and even corporatism. Symptomatic of this intellectual shift was the career of the CGT militant Hyacinthe Dubreuil, who published in 1924 *La République industrielle*, appeared as a specialist of cooperative organisation within the International Labour Bureau from 1931 to 1938, and defined a project of "Chevalerie du Travail" under the Vichy government (Le Van-Lemesle: 2004).

In 1953, the famous sociologist Georges Gurvitch wrote an article for *Esprit* centred on industrial democracy, writing that "all experiences of industrial democracy attempted so far turned out to failures and defeats" (Gurvitch: 1953, p. 965). Paradoxically, this criticism was stated at the very opening of an era that would recognise, legitimate and reproduce in Western Europe and elsewhere (Yugoslavia, Israel, Australia, etc.) forms of consultation and "cogestion" for production. In fact, 1960s and 1970s social crises would encourage trades unions, employers and governments to promote democratisation of labour relations as a way to overcome fundamental inconsistencies of the fordist productive model. During the 1970s and 1980s, these experiences have immediately caught the sociologists' attention and gave rise to an abundant literature. Nowadays, historians work on this exceptionally rich period, as the recent international conference held at the Université d'Evry in September 2023 has shown. Last, in the continuity of reflections of Bruno Trentin or André Gorz, industrial democracy appears as one of the possible ways to come out the labour crisis that hit postfordist societies (Trentin: 2012).

Compared to the social sciences abundant literature centred on the history of industrial democracy in the second half of 20th century, the earlier period designated by Gurvitch's criticisms seems less known in its concrete experiences, its political and social history, its connected transnational context. The aim of this conference is to investigate this first and long period of industrial democracy history, and to insert it in its global context, in Europe, Northern America, Soviet Union, and in other parts of the world where a vision of industrial progress was linked to a conceptualisation of democratic modernity. In order not to restrict to a history of political and economical ideas, the conference will particularly stress on exploring new methodologies and themes, based on recent historiographical developments, leading to a strong questioning about the place and value of industrial democracy in our contemporary societies. Thus, suggestions of contributions may answer to one of the following themes:

A transnational history of the concept of “industrial democracy”: in which political and intellectual networks, by which authors was it formalised? How was it translated and conveyed from a linguistic and intellectual context to another, and through what media (correspondence, newspapers and publications, meetings...)? In what extent does it imply difference in interpretations?

“Industrial democracy” and labour internationalisation. Did post-WWI international organisations play a role in the institutionalisation and normalisation of “industrial democracy”, and was it considered as a democratic objective? Did this institutionalising process helped to defined new measure and control instruments, a specific knowledge on labour political consequences? In local or regional context, how and who formalised this knowledge (professional organisations? Institutions? Associations?)

“Industrial democracy” defined by experiences. Was “industrial democracy” experienced in other contexts than the already known British Workers’ Control? How did the perspective of “industrial democracy” supported a productivist understanding of economic and political modernisation? What was the role devoted to consumption and consumers?

“Industrial democracy” as a challenge to capitalism and State. In what extent and how did “industrial democracy” renewed approaches and criticisms of representative democracy and capitalism? Did it imply a redefinition of political and social understanding of citizenship? Did it imply a redefinition of the role of State?

“Industrial democracy against property”. In what extend did “industrial democracy” imply a criticism against property? Did common ownership of the means of production lead to a thought on “commons” (railways, mines, land, etc.). What were the material consequences (the role of cooperative societies on defining legislation)?

Industrial democracy and control of work risks. What role did representation and consultation of workers play in controlling accident, professional diseases, industrial débordement? Did “industrial democracy” produce alternative forms of regulation, different from technology or administrative control? How did they anticipate issues of technical democracy in the ecological era?

Information:

The conference will be held on October 16-17 2025 in Sciences Po, Paris. Proposals from early career researchers in history and other social sciences are particularly welcome.

Submissions (title, 2000 characters abstract, short CV) should be sent to Emmanuel Jousse (Emmanuel.jousse@sciencespo-lyon.fr) and Bastien Cabot (bastien.cabot@sciencespo.fr) by March 1st, 2025. A reply will be given by April 1st, 2025.

Please note that communications will be published in the French historical review *Cahiers Jaurès* in June 2026, after going through an evaluation and review process. Papers should thus be submitted by March 1st, 2026.

Welcoming structure



The Sciences Po Centre for History was founded in 1984 and brings together all research and teaching in history at Sciences Po, doctoral studies included. The CHSP is primarily concerned with political history, understood in the broadest sense and approached from a transnational and comparative perspective.

Partnerships



Recognized as a public interest organization since its creation in 1992, the Jean-Jaurès Foundation is the first of France's political foundations. It is chaired by Jean-Marc Ayrault. Independent, European and social-democratic, the Jean-Jaurès Foundation has been a forum for reflection, dialogue and anticipation for over thirty years. The partnerships it supports are designed to give rise to relevant analyses and bold proposals, to place them in historical perspective, and to put this intellectual and political production at the service of all.



The French Society for Political History aims to promote and develop research in the field of « politics », across all eras and territories.

Organizers

Emmanuel JOUSSE (Associate professor, Sciences Po Lyon / LARHRA)

Bastien CABOT (Post-doctoral researcher, Sciences Po Paris / Sciences Po Centre for History)

Bibliographie / Bibliography :

- François Bédarida, Éric Giully, Gérard Rameix, chapitre « Vers la démocratie industrielle ? » in : *Syndicats et patrons en Grande-Bretagne*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1980, p. 157-173
- Alexia Blin, François Jarrige, Stéphane Gacon, Xavier Vigna (dir.), *L'utopie au jour le jour. Une histoire des expériences coopératives (XIX^e-XXI^e siècles)*, Nancy, L'Arbre bleu, 2020
- Célestin Bouglé, *Socialismes français. Du socialisme utopique à la démocratie industrielle*, Paris, Armand Colin, 1932
- J. Bourdeau, « La démocratie industrielle. Les grèves et les syndicats », *Revue des deux mondes*, 4^e période, t. 156, 1899, p. 833-865
- Pierre Charbonnier, chapitre « Démocratie industrielle », in : *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 163-200
- Hervé Charmettan, « Chester Barnard et la démocratie industrielle. Une autre voie du progressisme américain en déshérence », in : Virgile Chassagnon, Véronique Durraive (dir.), *Économie politique institutionnaliste de l'entreprise. Travail, démocratie et gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque de l'économiste », 2020, p. 183-229
- Carole Christen, Caroline Fayolle, Samuel Hayat (dir.), *S'unir, travailler, résister. Les associations ouvrières au XIX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires de Septentrion, coll. « Histoire », 2021
- Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, Paris, PUF, coll. « Actuel Marx Confrontation », 2018
- Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale. De la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017
- Hyacinthe Dubreuil, *La République industrielle*, Paris, Éditions de la bibliothèque d'éducation, 1923
- Georges Gurvitch, « Les voies de la démocratisation industrielle », *Esprit*, n°203, vol. 6, 1953, p. 964-972
- Samuel Hayat, « Démocratie industrielle (Démocratie ouvrière) », in : Chantal Gaillard, Georges Navet (dir.), *Dictionnaire Proudhon*, Bruxelles, Aden, 2011, p. 138-153
- Karl Korsch, *Politische Texte : Arbeitsrecht für Betriebsräte*, Hambourg, Europäische Verlaganstalt, 1968 {1922}
- Charles Laboulaye, *Organisation du travail. De la démocratie industrielle*, Paris, Librairie scientifique-industrielle de L. Mathias, 1848
- Jean-Pierre Le Crom, *L'introuvable démocratie salariale. Le droit de la représentation du personnel dans l'entreprise (1890-2002)*, Paris, Syllepses, 2003
- Charles Léger, *La démocratie industrielle et les comités d'entreprise en Suède*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 1950
- Lucette Le Van-Lemesle, « La 'république industrielle' de Hyacinthe Dubreuil (1883-1971), ou la dérive corporatiste », in : Steven L. Kaplan, Philippe Minard (dir.), *La France, maladie du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2004, p. 387-401
- Wenzel Matiaske, Florian Schramm (eds.), "Industrial Democracy", numéro special *Management Revue*, vol. 19, n°4, 2008
- Walther Müller-Jentsch, « Industrial Democracy : Historical Development and Current Challenges », *Management Revue*, vol. 19, n°4, 2008, p. 260-273
- André Philip, *La démocratie industrielle*, Paris, PUF, 1955

- Emmanuel Renault, « Dewey et la démocratie industrielle », *Pragmata*, n°3, 2020, p. 176-215
- Anna Safronova, *Histoire des coopératives russes et soviétiques (1860-1930). Moderniser le peuple*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque de l'économiste », 2023
- Darrow Schecter, *Gramsci and the Theory of Industrial Democracy*, Aldershot, Avebury / Brookfield (Vermont), Gower Publishing Company, 1991
- Carmen J. Sirianni, "Worker's Control in the Era of World War I: A Comparative Analysis of the European Experience", *Theory and Society*, vol. 9, n°1, 1980, p. 29-88
- Sydney Webb, Beatrice Potter-Webb, *Industrial Democracy*, Londres, Longmans, Green & Co., 1897